

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

CONST D'UNE ANTENNE MEDICALE 3EME RIMA QUARTIER FOCH DELESTRAINT - Tranche : CONSTRUCTION D'UNE ANTENNE MEDICALE

Catégorie opération 2



QUARTIER FOCH DELESTRAINT 3EME RIMA
56000 VANNES

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	26/05/2023	Plan Général de coordination N°3B PHASE CONSTRUCTION ANTENNE MEDICALE

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	8
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	9
1.7 DIVERS.....	9
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	10
2.1 PLANNING	10
2.2 NATURE DE SOL.....	10
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	10
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	11
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	12
2.6 DIVERS.....	13
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	14
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	14
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	15
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	16
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	17
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	18
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	18
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	19
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	20
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	20
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	22
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	22
3.5.2 Travaux divers	22

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	23
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	26
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	27
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	28
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	29
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	33
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	34
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	34
5.2 CANTONNEMENTS.....	34
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	36
5.3.1 Mise en place bungalows	36
5.3.2 Cantonnement à étages.	36
5.3.3 Installation électrique.....	36
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	38
6.1 ORGANISATION.....	38
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	38
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	38
6.2.2 Interdiction de fumer	39
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	40
7.1 PPSPS	40
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	40
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	40
8 Annexes	41
AIPR.....	41
ENEDIS	41
INSTALLATION DE CHANTIER OBLIGATOIRE.....	41
R477.....	41
PIC PRO	41
Panneau : En cas d'accident.....	41

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.

- 4 – Adapter le travail à l’homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.
- 5 – Tenir compte de l’état d’évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n’est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l’organisation du travail, les conditions de travail, l’influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

CONST D'UNE ANTENNE MEDICALE 3EME RIMA QUARTIER FOCH DELESTRAINT

QUARTIER FOCH DELESTRAINT 3EME RIMA
56000 VANNES



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Construction d'une nouvelle antenne médicale comprenant les travaux de VRD et espaces verts

Nombre de niveaux (infra et superstructure)

Le nouveau bâtiment est en simple RDC.

Nature de la couverture / toiture

Toiture en étanchéité autoprotégée

Nature des façades

Enduit taloché fin Teinte blanche

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Assistant maître d'ouvrage	AUNEA INGENIERIE 5 RUE DU TERTRE 44470 CARQUEFOU	TEL : 0228236278
Maître d'ouvrage	ESID DE RENNES POLE DE CONDUITE DE RENNES 1 - QUARTIER MARGUERITTE - BP 14 35998 RENNES CEDEX 9	TEL : 02 46 08 81 22
Maître d'Oeuvre	ARS – Architectes Urbanistes Associés 8 Rue Linné 44100 NANTES	TEL : 02.40.20.25.25
Bureau d'étude	OTEIS 9 impasse Claude Nougaro 44800 SAINT HERBLAIN	FAX :

Lot(s) sans entreprise à ce stade :

- N°01 - VRD / GROS OEUVRE / RAVALEMENT / CHARPENTE BOIS / ETANCHEITE / MENUISERIE EXTERIEURE / SERRURERIE / PORTE SECTIONNELLE
- N°02 - MENUISERIE INTERIEURE / CLOISON DOUBLAGE / FX PLAFONDS / REVETEMENT DE SOLS DURS ET SOUPLES / PEINTURE / NETTOYAGE
- N°03 - CVCP
- N°04 - CFO CFA / PANNEAUX PHOTOVOLTAIQUES

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 29/03/2024 pour une durée de 19 mois, y compris la période de préparation.

L'effectif prévisionnel sera de 10.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l'article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Macro lot

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L'emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier

démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d'ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n'effectuera l'inspection commune avec l'entreprise qu'après avoir été averti de l'obtention de l'agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu'exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d'ouvrage, l'exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Rapport d'étude de sol : Référence : **2022 -1787** Date de rapport : **12/07/2022** Rédacteur : **Christophe MARTIN**

Ce document est joint au DCE (Dossier de Consultation des Entreprises).

MOE : des études de sol sont en cours de finalisation ; à vous transmettre dès réception

Points particuliers :

Niveau d'eau en sous-sol : ...

Pas d'incidence sur les travaux.

ou

Dispositions particulières à prendre (rabattement de nappe, fondations spéciales, ...) : LOTS ...

Pollution des terres : pollution des terres oui voir rapport spécifique à ce sujet ; rabattement de nappe potentiel pour démol et GO en attente étude de sol ;

Produits polluants : ...

Dispositions particulières à prendre : voir ARTICLE 3.5.1.

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **LOT N°01 : GROS ŒUVRE**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux.

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Un plan d'installation de chantier sera établi par l'entreprise du **lot n°01 GROS-OEUVRE**, il devra recevoir l'accord du Maître d'oeuvre et du coordonnateur SPS. avec les informations suivantes:

- L'implantation de la base vie
- Les flux circulations des véhicules et des piétons dissocier (Accès chantier et zone de travaux)
- Zone de stationnement véhicules et engins de chantier et véhicules pour les réunions de chantier
- L'aire de stockage (surface pour chaque corps d'état)
- Position des bennes
- Mettre l'implantation d'alimentation des différents réseaux
- Délimitation de la zone de chantier en barrière de type Héras
- Implantation de la grue avec les zones de survols autorisés et non autorisés
- Mettre des panneaux chantier interdit au public
- Localiser l'aire de lavage pour les roues des engins et toupies
- Indiquer les points de rassemblements
- L'aire de retournement pour les véhicules
- Signalétiques extérieures au chantier

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Réalisé par le GROS OEUVRE et mis à jour à l'avancement de l'opération	Périphérie du chantier Selon plan d'implantation	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Clôture	Clôture de type héras de 2,00 m de hauteur relier par collier boulonnés et stabilisés par des jambes de force	Délimitation du chantier	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Portail et portillon	Portail de 5 mètres de largeur	Au droit de l'accès existant en enrobé	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Homme trafic	Pour toutes les opérations de livraisons		GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Signalisation	Signalisation routière à mettre en oeuvre sur voie extérieure en accord avec les services municipaux et DDE	Entrée et sortie du chantier sur la voie intérieur à la plate-forme.	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Grue et engin de levage	Définir une zone pour les grues mobiles	A mettre sur le PIC	GROS ŒUVRE CHARPENTE BOIS	GROS ŒUVRE

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

L'accès au chantier se fera par **la rue Wolfgang Amadeus Mozart**. Le plan d'installation de chantier devra reprendre les renseignements concernant les accès de chantiers.

ATTENTION CONDITIONS D'ACCES PARTICULIERES :

Protocole d'accès par l'entrée principale du RIMA à respecter.

Plan de prévention à signer entre l'entreprise et la MOA pour le trajet entrée 3ème RIMA et le chantier.

VOIES D'ACCES CHANTIER

Les voies intérieures d'accès à la zone chantier (construction des voies, empièvements, des pistes de chantier et remise en état en fin de chantier) sont réalisées par le **Lot VRD**

Les accès particuliers, qui seraient demandés par des entreprises pour leur propre usage et pour lesquels les autorisations préalables du maître d'œuvre, du maître d'ouvrage et du coordinateur sécurité chantier auraient été obtenues, seraient réalisés à leurs frais par l'entreprise habilitée.

L'entrepreneur du **Lot Gros œuvre** à sa charge, l'entretien des voies, qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif. Les voies seront maintenues en bon état. L'entreprise devra procéder à des remises en état dès que la MOE en fera la demande.

Dans tous les cas, l'entreprise du **Lot Gros œuvre** prévoit un nettoyage des voiries de chantier au moins une fois par mois durant toute la durée du chantier, ainsi que des accès et sorties au niveau des voies existantes publiques comme privées.

Ces entretiens et nettoyage doivent être réalisés durant toute la durée du chantier.

L'entreprise du **Lot VRD** doit l'enlèvement et l'évacuation à la décharge publique en fin de chantier de ces voies d'accès.

Les camions et engins de chantier, qui doivent emprunter les voies extérieures au chantier, doivent transiter par un poste débourbeur et un poste de lavage des engins réalisés (et entretenu) en sortie de chaque zone chantier par le **Lot Gros œuvre**.

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Accès par rue Wolfgang Amadeus Mozart	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Accès secondaire	non défini	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Gardiennage	Poste de Gardiennage du 3ème RIMA	MOA	MOA

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	Identification avec nom de la personne et de l'entreprise pour chaque personne intervenant sur le chantier	TCE	TCE
Divers	Plan de prévention à signer entre l'entreprise et la MOA pour le trajet entrée 3ème RIMA et le chantier.	MOA	MOA

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

HORAIRES DE TRAVAIL

L'amplitude maximale des horaires d'ouverture est 7h30 - 18h30.

Au cas où une entreprise doit exceptionnellement travailler en dehors de ces heures, elle doit anticiper son besoin et faire la demande d'autorisation via le SID au moins une semaine à l'avance.

COORDINATION SPS - PLAN DE PREVENTION

Pour les chantiers SID clos et indépendants, la sécurité du périmètre chantier est assurée par le SID au travers d'une prestation de coordination SPS. Le hors périmètre chantier est géré par le 3ème RIMa au travers la réalisation d'un plan de prévention à charge du 3ème RIMa à partir des informations transmises par le SID.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

La signalisation temporaire de chantier sur la voirie locale, au droit du chantier, sur les trajets, les accès des riverains, des piétons et toutes les voies de circulation ouvertes au public sera réalisée et entretenue par l'entrepreneur, en respect des dispositions du CCAP et du CCTP du livre 1, 8ème partie de l'instruction ministérielle sur la signalisation routière « signalisation temporaire » approuvée par arrêté du 6 novembre 1992 (JO du 30 janvier 1993).

Elle sera agréée par les représentants de la Maîtrise d'œuvre ou des mairies concernées.

Le survol par des charges en élévation, l'empiétement des itinéraires piétons et voies de circulation ouverte au public est interdit.

Chaque entreprise devra rédiger un protocole de déchargement en fonction du plan d'installation de chantier.

Mise en place d'un balisage des voies de circulation par clôtures et garde-corps et fléchage, afin de définir les voies de circulations piétonnes et des véhicules.

Une signalétique doit être mise en place pour :

- Les différents accès cantonnements et chantiers,
- Les cheminements piétonniers et véhicules,
- Les différents niveaux infra et superstructures,
- Les localisations des points d'appels secours, lifts, sanitaires, points d'eau...

VOIE D'ACCES BARAQUEMENTS DE CHANTIER ET ZONE BARAQUEMENT DE CHANTIER

L'entrepreneur du **Lot VRD** doit la réalisation (construction des voies, empièvements et bicouche, des pistes de chantier et remise en état en fin de chantier) des voies d'accès aux baraquements et des zones de baraquement de chantier.

L'empierrement aux abords de l'ouvrage et des accès à la base de vie devra être calibré de sorte à ne pas créer un risque de plain pied (chutes, foulures,...). Ces empièvements seront stabilisés.

Les empièvements supérieurs à 80mm seront strictement interdit en surface.

L'entrepreneur du **Lot Gros oeuvre** a à sa charge, l'entretien de ces voies et zones, qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif. Les voies et zones seront maintenues en bon état. L'entreprise devra procéder à des remises en état dès que la MOE en fera la demande.

Ces entretiens et nettoyage doivent être réalisés durant toute la durée du chantier.

En fin de chantier, l'entrepreneur du **Lot VRD** doit leur enlèvement y compris l'évacuation des matériaux à la décharge.

AIRE DE STOCKAGE EN PIED DE GRUE ET AIRE DE STATIONNEMENT

Les aires de stockage et aire de stationnement (construction des aires, empièvements et remise en état en fin de chantier) à partir des voies d'accès de chantier sont réalisées par le **Lot VRD** suivant plan

d'installation de chantier.

L'entrepreneur du **Lot Gros œuvre** a à sa charge, l'entretien de ces zones, qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif. Les zones seront maintenues en bon état. L'entreprise devra procéder à des remises en état dès que la MOE en fera la demande.

En fin de chantier, l'entrepreneur du **Lot VRD** doit leur enlèvement y compris l'évacuation des matériaux à la décharge.

CIRCULATION PERIPHERIQUE EXTERIEURE AUTOUR DES BATIMENTS

L'entrepreneur du **lot Gros œuvre** doit prévoir sur une bande de 3m le compactage, un bidim et un empierrement sur toute la périphérie extérieure des bâtiments. Les empierrements supérieurs à 80mm seront strictement interdit en surface.

Ce traitement doit permettre la mise en place des échafaudages et la circulation de nacelles pour toutes les entreprises utilisatrices.

En fin de chantier, l'entrepreneur du **Lot Gros œuvre** doit leur enlèvement y compris l'évacuation des matériaux à la décharge.

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	L'accueil des salariés se fera dans le bureau du chef de chantier	Base vie	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Voie intérieure	Différentes voiries existantes (lourde, légère, piétons, circulations gravillonnées et voirie pompier) Entretien/Nettoyage et remise en état de voirie (intérieure et extérieure)	Conformément au plan de circulation définitif : Voir PIC	VRD	VRD
Aire de livraison	Aire de livraison en stabilisé	Suivant PIC	VRD	VRD
Aire de stationnement	Parking V.L. pour les véhicules de chantier	Suivant P.I.C.	VRD	VRD

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Signalisation routière comprenant : panneaux "Passage piétons" - "Travaux" - "Sortie de camions"	Voir P.I.C. de part et d'autre des accès au site. Affichage de l'autorisation de voirie.	GROS OEUVRE et chaque entreprise pour opération utilisant l'espace public. Affichage de l'autorisation de voirie.	GROS ŒUVRE
Homme de manœuvre	Pour chaque manœuvre sur la voie publique	Toute manoeuvre de véhicule de chantier dans l'enceinte du site et sur la voie publique	Cette prestation sera à la charge de l'entreprise chargée de la mise en œuvre du produit, le personnel requis devra être impérativement présent sur le chantier lors de la livraison	Cette prestation sera à la charge de l'entreprise chargée de la mise en œuvre du produit, le personnel requis devra être impérativement présent sur le chantier lors de la livraison
Avertisseur de manœuvre	Sur chaque engin de chantier			
Nettoyage avant sortie	Aire de lavage des toupies béton	A la sortie du chantier	VRD GROS ŒUVRE	VRD GROS ŒUVRE

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accès au cantonnement	Voie d'accès stabilisée	Du cantonnement jusqu'au poste de travail	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Cheminement cantonnement/chantier	Voies d'accès à pieds secs	Entre le cantonnement et les postes de travail	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Séparation piétons/véhicules	Cheminement séparé pour piétons		GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Escalier provisoire	Escaliers provisoires en métal munis de ses protections collectives	Accès au fond de fouille Accès à la toiture	GROS OEUVRE CHARPENTE ETANCHEITE	GROS OEUVRE CHARPENTE ETANCHEITE

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Cheminement sur chantier	Mise en place de chaînette et maintenir le cheminement praticable	Circulation piétonne dans l'enceinte du chantier	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Eclairage	Eclairage des voies de circulations horizontales et verticales	A mettre dans chaque bâtiment et dans les circulations	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Signalisation	Mettre une signalétique pour l'accès au bâtiment ainsi que pour l'accès à l'étage	A mettre dans chaque bâtiment et dans les circulations	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Accès couverture/terrasse	Mise en place d'une tour d'escalier munie de paliers intermédiaires	Extérieur du bâtiment	CHARPENTE ETANCHEITE	CHARPENTE ETANCHEITE

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

Pour les nacelles: Installer un périmètre de sécurité sur le pourtour de l'aire d'évolution de l'engin.

Pour tout engins de levage, fournir une étude d'adéquation au CSPS.

Le prêt d'équipement de levage pour d'autres lots que celui d'origine nécessitera la rédaction d'un protocole de prêt par l'entreprise prêteuse et d'une validation par l'entreprise utilisatrice.

Code du travail Article R4541-9 (manutentions manuelles = 1 accident avec arrêt sur 3) Lorsque le recours à la manutention manuelle est inévitable et que les aides mécaniques prévues au 2^o de l'article R. 4541-5 ne peuvent pas être mises en œuvre, un travailleur ne peut être admis à porter d'une façon habituelle des charges supérieures à 55 kilogrammes qu'à condition d'y avoir été reconnu apte par le médecin du travail, sans que ces charges puissent être supérieures à 105 kilogrammes.

Toutefois, les femmes ne sont pas autorisées à porter des charges supérieures à 25 kilogrammes ou à transporter des charges à l'aide d'une brouette supérieures à 40 kilogrammes, brouette comprise.

Moyens de prévention à mettre en œuvre par les entreprises pour éviter les risques liés aux manutentions manuelles

Évaluer préalablement les risques dès la phase de conception du projet

- Éviter le recours aux manutentions manuelles chaque fois que cela est possible
- Réduire le poids unitaire des charges.
- Réduire la fréquence des manutentions et les distances à parcourir
- Aménagement des postes de travail (temps de repos, contraintes de temps, cadence)

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Grue à tour	Une grue à tour sera montée pour réaliser le projet	GROS ŒUVRE	Tous les corps d'états qui le souhaitent après la signature d'une convention de prêt grue	Les appareils seront sous la responsabilité de l'entreprise qui emprunte l'engin de levage
Grue automotrice	Pour toutes utilisations d'une grue automotrice l'entreprise devra s'assurer de la nature du sol et de la charge admissible	TCE	TCE	
Monte matériaux	A définir selon besoin	Entreprise Concernée	Entreprise Concernée	
Treuil électrique	Suivant besoins du chantier	Entreprise Concernée	Entreprise Concernée	
Camion auto-déchargeable	Aire de déchargement	Entreprise Concernée	Entreprise Concernée	
Chariot élévateur	Suivant travaux	Entreprise Concernée	Entreprise Concernée	
Transpalette/chariot	Suivant travaux	Entreprise Concernée	Entreprise Concernée	
Autres moyens	Nacelle	Entreprises ayant des travaux en hauteur	TCE	TCE

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service

météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).
La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Toutes entreprises mettant à disposition du matériel à une autre entreprise devra établir une convention de prêt.

Cette convention sera envoyée pour information au SPS.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Sans objet.

Lot chargé de l'entretien

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

Nature	Moyen de stockage	Implantation	Ventilation	Sécurisation
Aire de stockage suivant PIC	Stockage délimité par type de matériaux	Voir P.I.C.	Sans objet, stockage extérieur	Clôture type héras ou similaire mise en place en périphérie de ces zones Tous les stockages devront être stables et sécurisés
Container de stockage	Container fermant à clé	Zone de container T.C.E.	Interne au container	
Stockage dans les locaux des bâtiments	Les stockages ne devront pas encombrer les circulations horizontales	Dans les locaux qui seront définis à cette effet		Possibilité d'équiper les locaux de portes condamnables
Stockage de produits dangereux		Dans local clos	Local clos et ventilé	Fiche de donnée de sécurité

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

Nettoyage de chantier :

Procédure générale :

L'entrepreneur du **Lot Gros œuvre** est tenu de procéder régulièrement, à ses frais, au nettoyage des planchers pour débarrasser leur surface des déchets de plâtre, de mortier et des débris provenant de ses travaux.

De même, **chaque entrepreneur** est tenu d'enlever, à ses frais, les gravois, déchets, débris, emballages ou autres chutes qui proviennent de l'exécution de ses propres travaux, et de les placer dans les bennes prévues à cet effet.

Chaque entreprise procède à un nettoyage hebdomadaire du chantier durant toute la durée de son intervention selon le planning marché.

Les gravois, dont la provenance ne peut être nettement déterminée, sont enlevés par l'entrepreneur de **Gros œuvre** et les frais en résultant imputés au compte prorata.

Le nettoyage final des espaces extérieurs est exécuté par l'entrepreneur du **Lot Gros œuvre** à ses frais.

Le Maître d'Œuvre se réserve toutes dispositions coercitives afin de faire respecter ce nettoyage.

Gestion des Déchets de chantier - Tri sélectif

Loi n°75.633 du 15 juillet 1975 : élimination et récupération des matériaux (principe du pollueur payeur)

Loi du 19 juillet 1976 : installations classées pour la protection de l'environnement (cas des centres de stockage de classe 1 et 2)

Loi du 13 juillet 1992 qui complète la loi du 10 juillet 1975 en limitant, à compter du 1er juillet 2002, le stockage des déchets aux seuls déchets ultimes

Circulaire du 15 février 2012 relative à la planification de la gestion de chantier du bâtiment et des travaux publics (BO/MATE n°2000-03 du 20 mars 2000).

La gestion des déchets issus des travaux est intégralement à la charge de **chaque entreprise**.

L'entreprise qui souhaite pourra mettre en place des bennes pour assurer le tri sélectif réglementé sur site :

Benne Déchets Dangereux - Déchets Industriel Spéciaux (DD / DIS)

Benne Déchets Industriel Banals (DIB)

Benne Déchets Inertes (DI)

Benne Déchets d'Emballages

L'entreprise qui met en place des bennes devra :

Identifier les bennes à l'aide des pictogrammes réglementaires rappelés en Annexe 1 en fin du présent document. Les bennes seront équipées de bâches ou des filets pour le transport afin d'éviter toute dispersion.

Veiller au respect des méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets

Identifier les centres de stockage, les centres de regroupement et les unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets conformément à la loi du 19/07/1976

Assurer les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité des différents déchets à l'aide des bordereaux de suivi des déchets joints en Annexe 2 en fin du CCTC

Assurer l'évacuation des déchets vers les centres identifiés.

Chaque entreprise est tenu d'enlever les gravois, déchets, débris, emballages ou autres chutes qui proviennent de l'exécution de ses propres travaux, et de les placer dans les bennes prévues à cet effet.

L'entreprise titulaire de chaque lot du marché doit mettre en œuvre un Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets (SOGED).

Pendant la période de préparation, l'entrepreneur soumet au visa du maître d'œuvre le SOGED dans lequel il décrit de manière détaillée :

les méthodes qu'il va employer pour ne pas mélanger les déchets,

les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à éliminer,

les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qu'il va mettre en œuvre pendant les travaux.

Tous les déchets à évacuer doivent l'être en respectant les modalités prévues dans ce document.

Deux possibilités s'offrent aux entreprises pour traiter et éliminer leurs déchets :

1) L'entreprise les élimine elle-même en procédant à un tri sur le chantier dans le respect des 3 classes (déchets inertes (DI) classe 3, déchets non dangereux (DND) classe 2, déchets dangereux (DD) classe 1), puis en recherchant des voies d'éliminations spécifiques au travers d'entreprises spécialisées dans cette

activité.

2) L'entreprise décide, pour des raisons pratiques et d'organisation interne, de ne pas éliminer elle-même ses déchets. Elle doit alors les confier par contrat écrit à un éliminateur qui se chargera de les trier, puis de les valoriser ou encore de les orienter vers une décharge contrôlée pour déchets ultimes de la classe (1, 2 ou 3) correspondant à la nature des déchets.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Tous postes de travail et circulations horizontales	Autant de fois que nécessaire et au moins quotidiennement sur toute la durée du chantier	Chaque corps d'état	Chaque corps d'état
Bennes sur roue		Autant de fois que nécessaire	Chaque corps d'état	Chaque corps d'état
Bennes avec tri	Bennes avec tri sélectif	A chaque rotation dès remplissage	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.
- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Si cela s'avère nécessaire, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à une société de nettoyage de son choix, pour assurer un nettoyage quotidien complet (du chantier, de ses abords, de la base vie) y compris enlèvement en Décharge Publique des gravats de tout le chantier, et ce pendant toute sa durée. Les frais correspondants étant à la charge de l'entreprise responsable des ces déchets

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
-------------	--------------	--------------	--------------	-----------------------

DESIGNATION	LOCALISATION	LOT CONCERNE	SECURISATION	CONSIGNE PARTICULIERE
Avec flamme ou à point chaud		ETANCHEITE PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION	STOCKAGE DES BOUEILLES DE GAZ DANS DES RACKS A L EXTERIEUR DU BATIMENT	Prévoir un extincteur adéquat à proximité immédiate du poste de travail

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise de **GROS OEUVRE** en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur de manière à rechercher une utilisation commune à un maximum d'intervenants,

L'entreprise de **GROS OEUVRE** mettra en place les sécurités collectives sur les ouvrages (garde-corps, filets etc. ...) .Elles en assurera la maintenance jusqu'à la fin des travaux dans chaque zone où ils se poursuivent ou jusqu'à la mise en place des protections définitives et sans s'opposer à leurs mise en place.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter que l'exécution d'un travail particulier conduise au démontage temporaire de dispositifs de protection collective. Si un tel démontage est nécessaire, des mesures de sécurité compensatoires efficaces doivent être prises. Le travail ne peut être entrepris et effectués sans l'adoption préalable de telles mesures. Après l'interruption ou la fin de ce travail particulier, des dispositifs de protection collective assurant un niveau de sécurité équivalent, doivent être mis en place pour éviter toute chute de personnes de matériaux ou d'outillages.

Nota : Maintenir les protections collectives fiables et efficaces dans l'espace et dans le temps jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Généralités :

L'attention des entreprises est attirée sur l'avantage présenté par des procédés de construction intégrant la sécurité ou permettant de l'intégrer.

Organisation de la sécurité collective :

La coordination indispensable, des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise de **GROS OEUVRE** soit chargée de la fourniture, de la mise en place et de la maintenance des protections collectives.

Cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail. Une protection adaptée en collaboration avec les entreprises doit être mise en place.

Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires.

L'entreprise de **GROS OEUVRE** doit installer, en suivant la progression de ses travaux, des protections collectives contre le risque de chute des personnes et des objets en tous points où cela s'avère nécessaire jusqu'à la réception de l'ouvrage.

Le matériel destiné aux protections collectives doit être adapté, identifié et exclusivement réservé à cet usage. Le P.P.S.P.S de l'entreprise doit préciser le type de matériel proposé.

L'entreprise de **GROS OEUVRE** a la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance de ces protections jusqu'à l'achèvement des travaux.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre sous lequel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il doit remettre en état les protections collectives.

Dans le cas où la protection en place ne permet pas le travail de l'entreprise, la modification de la protection doit assurer un degré de sécurité équivalent.

Les modifications doivent être soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Chaque corps d'état doit mettre à disposition de son personnel pendant toute la durée du chantier, les moyens et matériels nécessaires pour assurer sa sécurité.

Harmonisation des dispositifs de sécurité :

Pour éviter une dépose anticipée des protections collectives, **chaque Entreprise TITULAIRE DE LOT** doit installer ses différents dispositifs de sécurité (garde-corps, filets, etc.) en tenant compte des méthodes de travail (procédés d'exécution, modes opératoires, matériels utilisés, etc.) ainsi que de l'emplacement des ouvrages réalisés par les autres corps d'état.

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Fouille	Des protections collectives devront être mis en place haute de la fouille. Les talutages seront de 1/1 (pente maximum), des mises en œuvre spécifiques (berlinoises ou autres) seront réalisées en cas d'impossibilité ou suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien.	VRD GROS OEUVRE	VRD GROS OEUVRE

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Tranchée	Prévoir le blindage pour toutes les tranchées à plus de 1m30 de profondeur et une largeur égale ou inférieure au deux tiers de la profondeur	VRD GROS OEUVRE	VRD GROS OEUVRE
Rive de plancher	Protection collective avec plinthe de 10 à 15 cm de butée Lisse intermédiaire à 45 à 50 cm Un garde-corps placé à une hauteur comprise entre 1 m et 1,10 m.	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE
Trémie petite dimension	Pour les boîtes rigides disposant d'un couvercle, leur fixation ne doit pas leur permettre une remontée pendant le coulage du plancher au risque de recréer des risques de chute de plain pied	PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION	PLOMBERIE - CHAUFFAGE - VENTILATION
Trémie grande dimension	Protection placé à l'arase du plancher (Charge admissible minimum 200daN/m²) Protection en sous face des trémies du plancher haut du dernier niveau	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE
Châssis en façade sur allège < 1m	Mise en place de protections collectives	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE
Châssis en façade toute hauteur d'étage	Mise en place de protections collectives	GROS OEUVRE	GROS OEUVRE
Périphérie toiture terrasse	Mise en place de potelets et filets de sécurité ou échafaudage en console en périphérie Filets de sécurité à mettre en sous face de la charpente	ETANCHEITE	ETANCHEITE

Désignation	Type de sécurité	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Charpente	Les plancher devront être sécurisé par des protections collectives en périphérie; Ces protections collectives devront être composée de lisse comprise entre 1m et 1.10m, sous lisses et plinthes	CHARPENTE BOIS	CHARPENTE BOIS

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Dispositions générales :

Chaque corps d'état doit la protection de son personnel pour l'exécution de ses ouvrages et le matériel correspondant à mettre en place sur le chantier, et ce, pendant toute la durée du chantier.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise, il doit être en bon état, conforme et avoir été contrôlé.

La mise à disposition du matériel doit faire l'objet d'un accord préalable écrit entre les entreprises.

La mutualisation des moyens (grue, nacelle, échafaudage, gazelle, manuscopique, ...) peut être envisagée sur ce chantier. Les modalités seront à définir par les entreprises intéressées.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance	Utilisateur
Echafaudage de pied	Sapine d'accès en couverture	Avant pose de l'étanchéité	ETANCHEITE	ETANCHEITE	ETANCHEITE CVC
Echafaudage intérieur	Échafaudage roulant	suivant avancement travaux interieurs	TCE	TCE	TCE
Engin manutention aérien	Toute zone	Suivant besoin	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Chaque entreprise
Engin manutention au sol	Toute zone	Suivant besoin	Chaque entreprise	Chaque entreprise	Chaque entreprise

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

L'ensemble des intervenants tiendra compte des recommandations CRAMIF N° 19 pour les installations et équipements d'éclairage provisoires.

Le niveau d'éclairage sera conforme aux règles d'éclairage et d'éclairement fixées par le décret n°83-721 du 2 août 1983 et l'article R 232-7-2 du Code du Travail

- Circulations extérieures : 10 lux
- Espaces extérieures de travail : 40 lux
- Voies de circulation intérieure : 40 lux
- Escaliers : 60 lux
- Locaux de travail, vestiaires, sanitaires : 120 lux
- Locaux de travail aveugles : 200 lux

Un éclairage permanent des voies de circulations verticales et horizontales. Un éclairage de sécurité, signalant les sorties de secours.

Un éclairage pour les voies extérieures aux bâtiments (piétons et véhicules) dans l'emprise du chantier.

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Alimentation principale	A partir du point de livraison ENEDIS ou dans l'Etablissement	Dès installation de chantier	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Armoire générale	A proximité des cantonnements	A l'installation de chantier	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Alimentation cantonnement	Coffret cantonnement	A l'installation de chantier	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Armoires secondaires	Mise en place de coffrets électriques de chantier à une distance inférieure à 25 mètres entre le coffret et le poste de travail. Des coffrets seront également installés en toiture-terrasse.	Dès hors d'eau / hors d'air du bâtiment	ELECTRICITE	ELECTRICITE

Désignation	Localisation	Planification	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la maintenance
Eclairage circulation verticale	Le niveau d'éclairage sera conforme aux règles d'éclairage Circulations extérieures : 10 lux Voies de circulation intérieure : 40 lux Escaliers : 60 lux	Dès hors d'eau / hors d'air du bâtiment	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Eclairage circulation horizontale	Le niveau d'éclairage sera conforme aux règles d'éclairage Circulations extérieures : 10 lux Voies de circulation intérieure : 40 lux Escaliers : 60 lux	Hors d'eau du bâtiment	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Eclairage de secours	Coffret éclairage BAES	Hors d'eau du bâtiment	ELECTRICITE	ELECTRICITE
Eclairage poste de travail	Eclairage par phare spécifique au poste de travail	Adapté à chaque poste de travail	Chaque entreprise	Chaque entreprise

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Lots concernés : Tous corps d'états

Localisation : Travaux en hauteur à l'extérieur, intérieur du bâtiment

Mesures prises :

Le phasage des travaux devra être conçu de manière à n'entraver à aucun moment les activités dont l'exécution serait simultanée.

Les zones ou des projections, chutes d'objets ou de matériaux qui constitueraient un risque pour les autres activités devront être protégées : auvent, protection ou interdiction des accès, etc...

Les activités qui pourraient constituer un risque spécifique pour d'autres intervenants feront l'objet dans le PPSPS correspondant d'une proposition de prévention (décalage des travaux, enceinte interdite, etc...

La réalisation de ces travaux sera subordonnée à l'accord préalable du Coordonnateur SPS ;

D'une manière générale, chaque entreprise devra s'assurer dans son PPSPS que son activité ne constitue pas une gêne ou un risque pour les autres entreprises. Dans le cas contraire, elle devra prévoir les dispositions nécessaires.

Travaux superposés :

Les travaux superposés sont à proscrire dans le calendrier de travaux et dans le cas d'impossibilité, l'entreprise travaillant en partie haute doit prendre les dispositions pour installer et entretenir les dispositifs destinés à assurer la protection des personnels situés en dessous.

Chaque cas doit être examiné par le maître d'œuvre d'exécution et le Coordonnateur SPS doit être informé.

D'une manière générale, avant de réaliser des travaux en hauteur, les entreprises doivent interdire la circulation du personnel en dessous et à l'aplomb de leurs postes de travail. Cette interdiction d'accès est assurée par la mise en place (et la maintenance) de clôtures fermant la zone. Dans le cas d'impossibilité un auvent de protection est installé.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Enduit	RAVALEMENT	Hors d'air du bâtiment	Les abords des façades seront remblayés et stabilisés pour permettre les circulations des nacelles élévatrices	VRD
Pose Charpente bois	CHARPENTE BOIS		Les abords des façades seront remblayés et stabilisés pour permettre les circulations des nacelles élévatrices	VRD

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Fondations	GROS OEUVRE	Réalisation des fondations	Accès sécurisé pour descendre Les talutages seront de 1/1 (pente maximum), des mises en œuvre spécifiques (berlinoises ou autres) seront réalisées en cas d'impossibilité ou suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien. Utilisation de blindages pour tous les sols instables ou meubles quelque-soit la profondeur.	S'assurer de la stabilité du terrain et sécurisation des fondations et en partie haute par des protections collectives

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Tranchées	VRD GROS OEUVRE	Passage des réseaux d'assainissement, eaux pluviales et réseaux souples. Terrassement	Ne pas débiter les travaux sans l'établissement d'une déclaration de projet de travaux (DT) par le maître d'ouvrage Respecter les recommandations et consignes stipulées dans le guide technique relatif aux travaux à proximité des réseaux. Une formation spécifique sera nécessaire à compter du 1er janvier 2017 pour toute personne qui aura à intervenir à proximité des réseaux enterrés, aériens ou subaquatiques.	Utilisation des blindages pour les fouilles de 1,30 m de profondeur, balisage des zones de fouilles, repérage des réserves existantes et travail à une distance supérieure à 1,5 m. Les talutages seront de 1/1 (pente maximum), des mises en œuvre spécifiques (berlinoises ou autres) seront réalisées en cas d'impossibilité ou suivant autres prescriptions particulières du géotechnicien. Utilisation de blindages pour tous les sols instables ou meubles quelque-soit la profondeur. Dangers spécifiques : Enfouissement, chutes, heurts Observation sécurité gaz: l'entreprise de GO devra respecter les règles de sécurité applicables aux travaux au voisinage de conduites de gaz. Conduite à tenir par le personnel de l'entreprise en cas de fuite de gaz accidentelle: Stopper immédiatement les travaux. Ne jamais mettre de sable sur une fuite de gaz. Ne pas reboucher la fouille. Eloigner toute personne se trouvant à proximité des travaux. Appeler les pompiers et la gendarmerie ou

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Travaux en hauteur	Charpente Étanchéité CVC	Application de l'étanchéité	Protections collectives à installer au préalable	Maintenir les protection collectives dans le temps

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Une visite d'inspection commune entre le Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE et le Représentant du Chef d'établissement en activité sera réalisée sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail : Au cours de cette visite les points suivants devront être évoqués :

Désignation	Localisation	Contrainte	Disposition à prendre	Lots concernés	Lot chargé des dispositions à prendre
Accès au chantier	Accès chantier	Cheminement séparé par clôture	Aucun croisement avec le chantier et les circulations des engins.	T.C.E.	GROS ŒUVRE
Environnement du chantier	Chantier clos et indépendant		Accès clôturé et balisé	T.C.E.	GROS ŒUVRE
Interférence avec activité du site	Voir PIC	Flux de circulations véhicules et piétons zone de stockages Cheminement séparé par clôture ou porte fermée	<u>Chantier clos et indépendant</u> : Aucun croisement avec le chantier et les circulations du 3ème RIMA. zone de stockage et stationnements définis par rapport à l'activité du 3ème RIMA. Mise en place d'un plan de prévention pour le trajet entre l'entrée du site et l'entrée du chantier.	T.C.E.	GROS ŒUVRE

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Les VRD préalables restreints (voies d'accès existante, branchement d'eau existant, Electricité existant dans l'établissement) seront réalisés avant le début des travaux.

Désignation	Localisation	Phasage	Lot chargé de l'intervention
Voie d'accès principale	Voie d'accès au chantier carrossable pour la durée du chantier	Installation de chantier	VRD
Desserte intérieure	Voirie à créer	Installation de chantier	VRD
Eau potable	A partir du branchement existant	Installation de chantier	GROS ŒUVRE
Eau usées	Sur réseaux existants sur le site	Installation de chantier	GROS ŒUVRE
Eau pluviale	Des évacuations seront réalisées pour éviter tous risques d'inondation des plateformes	Durée des travaux	GROS ŒUVRE
Electricité	Branchement à partir de l'existant ou du point de livraison ENEDIS	Installation de chantier	GROS ŒUVRE

5.2 CANTONNEMENTS

La composition de la base-vie devra être conforme au code du travail (voir annexe installations obligatoires de chantier);

L'installation de la base vie devra rester en place jusqu'à la réception des ouvrages.

Le nettoyage sanitaire de toute la base-vie devra être assuré chaque jour jusqu'à la réception des ouvrages. Ce nettoyage doit être assuré par une personne compétente et dûment équipée (réf : voir INRS ED6347)

L'entretien et maintenance de toute la base-vie devra être assuré jusqu'à la réception des ouvrages.

Le sanitaire chimique est interdit pour les chantiers supérieures à 4 mois et devra être équipé d'un point d'eau (1WC chimique pour 10 personnes)

Vérification de l'installation électrique : A l'installation ou en cas de modification, puis annuelle par le bureau contrôle

Installation de sanitaires complémentaires : En cas de dépassement d'effectif. 1 wc supplémentaire pour 5 salariés et 1 point d'eau pour 5 personnes;

L'entreprise du **lot Gros-œuvre** doit :

Mise en place de bungalows vestiaires collectif pour ses ouvriers et les ouvriers des autres entreprises titulaire de lot et sous-traitantes.

Mise en place de bungalow réfectoire collectif pour ses ouvriers et les ouvriers des autres entreprises titulaire de lot et sous-traitantes.

Mise en place de bungalow sanitaire homme et d'un bungalow sanitaire femme durant toute la durée du chantier pour tous les lots.

Mise en place de douches homme et douche femme durant toute la durée du chantier

Mise en place de points d'eaux extérieurs

Mise en place d'un bungalow bureau de chantier - salle de réunion d'une surface minimale à 15m².

Pose d'un robinet de puisage avec sous-compteur.

Installation d'une clôture de chantier pour sécuriser le site, avec cadenas à code.

IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE SE CHANGER DANS DES LOCAUX EN TRAVAUX.

IL EST STRICTEMENT INTERDIT DE DÉJEUNER DANS DES LOCAUX EN TRAVAUX.

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	Pour un effectif de 12 personnes (1,25 m²/pers.) Vestiaires Femmes	Zone vie suivant plan d'installation fourni par le Gros-œuvre	Armoires - chaises	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Réfectoire	Pour un effectif de 12 personnes (1,25 m²/pers.)	Zone vie suivant plan d'installation fourni par le Gros-œuvre	Réfrigérateur Micro-onde Tables Chaises	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Sanitaires	1 wc pour 20 personnes et 1 point d'eau pour 10 personnes Sanitaires Femme	Zone vie suivant plan d'installation fourni par le Gros-œuvre	Eau chaude	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Douches	Inclus dans cantonnement	Zone vie suivant plan d'installation fourni par le Gros-œuvre		GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Bureaux	1 bungalow de 20 m ²	Zone vie suivant plan d'installation fourni par le Gros-œuvre		GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Salle de réunion	Suffisamment Dimensionnée	Zone vie suivant plan d'installation fourni par le Gros-œuvre	Tables Chaises	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE
Lavage botte	Lave-botte en nombre suffisant	Au droit du cantonnement	Brosses avec alimentation en eau	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Coordonnateur. SPS avise l'entreprise de la défaillance ou de la non application d'une mesure.

En cas de non respect de la demande du CSPS, celui-ci avise le maître d'ouvrage de la défaillance ou de la non application d'une mesure par une entreprise.

Une réunion est réalisée entre différentes parties concernées afin de déterminer les responsabilités et les sanctions adaptées.

En cas de non accord entre les parties, le maître d'ouvrage reste seul décideur.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Lot chargé de la mise en place et de l'entretien des bungalows base-vie : **Lot Gros oeuvre**

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
-------------	-------------------------------------	---------------------

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	GROS ŒUVRE	GROS ŒUVRE

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

L'accès des éventuels secours doit être possible en permanence sur le chantier.

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Téléphone d'urgence	Bureau de chantier			GROS OEUVRE
Liaison avec les secours	Fiche "ACCIDENT" à afficher dans le bureau.			GROS OEUVRE
Accès secours	rue Wolfgang Amadeus Mozart A l'entrée du chantier	Guider les secours dans le chantier	Afficher les coordonnées du responsable du chantier sur le portail d'entrée.	GROS OEUVRE
Point de rencontre	Suivant P.I.C.	Informer tout les ouvriers du chantier de l'emplacement du point de ralliement	Mettre en place la signalétique réglementaire	GROS OEUVRE
Secouriste	Liste des secouristes afficher à l'extérieur devant la bureau de chantier			TOUTES ENTREPRISES
Trousse de secours	Dans cantonnement	Présent sur le site et dans chaque véhicule des entreprises	Affichage par signalétique	TOUTES ENTREPRISES
Extincteur cantonnement	Extincteurs installés dans les bungalows			GROS OEUVRE

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

CONST D'UNE ANTENNE MEDICALE 3EME RIMA QUARTIER FOCH DELESTRAINT

QUARTIER FOCH DELESTRAINT 3EME RIMA
56000 VANNES

Liste des annexes
1 - AIPR
2 - ENEDIS
3 - INSTALLATION DE CHANTIER OBLIGATOIRE
4 - R477
5 - PIC PRO
6 - Panneau : En cas d'accident

8.1 AIPR

Parmi les mesures mises en place pour renforcer la prévention des risques liés aux travaux à proximité de réseaux, une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIAPR) doit être délivrée par l'employeur aux salariés concernés.



▲ De nombreux salariés intervenant dans la préparation ou l'exécution de travaux à proximité de réseaux doivent être désormais en possession d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux.

Le + droit

Le décret DT-DICT

En application depuis le 1^{er} juillet 2012, le décret DT-DICT abroge le décret de 1991. Il fixe les règles entre autres des déclarations, des réponses des exploitants, de la mise en œuvre de la cartographie, de la préparation des projets de travaux, de l'encadrement des techniques de travaux, des obligations d'autorisation d'intervention, etc.

Il définit les travaux sans impact sur les réseaux souterrains, les travaux « suffisamment » éloignés d'un réseau aérien, les travaux urgents. Le décret est complété par l'arrêté du 22 décembre 2015 relatif au contrôle des compétences des personnes intervenant dans les travaux à proximité des réseaux.

1 À qui s'adresse-t-elle ?

Obligatoire à partir du 1^{er} janvier 2018, l'AIAPR est délivrée sous trois formes : concepteur, encadrant et opérateur.

■ L'AIAPR « concepteur » concerne tout salarié du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre qui doit intervenir en **préparation ou suivi des projets de travaux à proximité des réseaux**. Pour tout projet de travaux, au moins un salarié du maître d'ouvrage ou de l'organisme intervenant pour son compte, doit être titulaire d'une AIAPR « concepteur ». En outre, pour toute demande de certification en localisation de réseaux par un prestataire en localisation ou en règlement de réseaux neufs, une personne au moins doit être titulaire d'une AIAPR « concepteur ».

■ L'AIAPR « encadrant » concerne tout salarié de l'entreprise de travaux intervenant en **préparation administrative et technique des travaux**. Pour tout chantier de travaux à proximité de réseaux, au moins un salarié de l'entreprise exécutante doit être titulaire d'une AIAPR « encadrant ». Celui-ci réalise et analyse la déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT). Il dirige et coordonne l'exécution des travaux.

■ L'AIAPR « opérateur » concerne tout salarié intervenant **directement dans les travaux à proximité des réseaux** aériens ou enterrés, soit en tant qu'opérateur d'engin, soit dans le cadre de travaux urgents. Sur tout chantier de travaux urgents, l'ensemble des personnels intervenant en terrassement ou en approche des réseaux aériens doit être titulaire d'une AIAPR.

À noter : jusqu'au 1^{er} janvier 2019, il sera cependant admis, par dérogation, qu'un seul des salariés intervenant sur un chantier de travaux urgents soit titulaire de l'AIAPR.

2 Pour quels objectifs ?

Chaque année, en France, plus de 100 000 réseaux (gaz, électricité, eau, assainissement, télécommunication, éclairage public...) sont endommagés à l'occasion de travaux réalisés à proximité de ceux-ci. Ces incidents peuvent être à l'origine d'accidents de personnes et de dégâts matériels graves.

En 2010, pour renforcer la prévention des endommagements des réseaux lors de travaux effectués à proximité de ces ouvrages et améliorer la sécurité des personnels de chantier et des riverains, un plan d'action a été initié par la Direction générale de la prévention des risques du ministère de l'Écologie.



Le + doc

Sur www.preventionbtp.fr :

• Un module de « formation gratuit »

• « D-clic Prévention » sur les travaux à proximité des réseaux.

• Un dossier sur les travaux à proximité des réseaux : réseaux sensibles et non sensibles, réforme anti-endommagement en vidéo, guichet unique, DT-DICT...

• Des fiches prévention

sur les obligations des

maîtres d'ouvrage

(Réf. A4 F 04 17), des

exploitants de réseaux

(Réf. A4 F 05 17), des

entreprises (Réf. A3 F 01 17).

Également...

• www.reseaux-et-canalisation.org

gouv.fr, un site dédié à

l'identification des exploitants

des réseaux sur un périmètre de

travaux donné.

Le décret du 5 octobre 2011 marque un tournant dans la réglementation sur les travaux à proximité des réseaux enterrés. La réforme anti-endommagement entraîne :

- un guichet unique pour une information exhaustive et centralisée ;
- des obligations supplémentaires pour les exploitants de réseaux, les maîtres d'ouvrage, les exécutants de travaux et la qualification des intervenants, parmi lesquelles la délivrance de l'AIAPR.

3 Quel contenu ?

Il n'existe pas de modèle prescrit pour l'AIAPR. Certains employeurs établissent pour leurs salariés des « passeports » qui réunissent, dans un livret unique, la liste des différentes attestations de compétences auxquelles le salarié concerné est soumis en fonction des tâches qui lui sont confiées. Néanmoins, l'administration française propose un **formulaire Cartia** qui peut être utilisé par les employeurs et répond en tous points aux obligations réglementaires.

4 Comment la mettre en place en entreprise ?

L'employeur délivre l'AIAPR à chacun des salariés concernés sur la base de :

- l'estimation qu'il fait de la compétence de ce salarié ;
- la possession, par ce dernier, d'au moins une des pièces justificatives suivantes :

- un titre, diplôme, certificat de qualification professionnelle (CCP) du BTP ou d'un secteur connexe, datant de moins de 5 ans ;

- un certificat d'aptitude à la conduite en sécurité (CACES) en cours de validité correspondant aux types d'activités exercées.

À noter : les CACES et autres titres du BTP ne prennent pas encore en compte, ou seulement partiellement, la réforme anti-endommagement. Dans l'attente de leur évolution, les CACES actuels permettent la délivrance de l'AIAPR par l'employeur jusqu'au 1^{er} janvier 2019. Du 1^{er} janvier 2019 au 1^{er} janvier 2020, cette équivalence ne sera plus possible. Un examen via QCM (voir ci-dessous) sera nécessaire. À partir du 1^{er} janvier 2020, les nouveaux CACES seront mis en place. Les centres de certification CACES auront l'obligation de proposer l'AIAPR en option pour les CACES concernés.

- une attestation de compétences délivrée par un organisme de formation, après la réussite d'un examen basé sur un QCM, datant de moins de 5 ans et obtenu dans un centre d'examen reconnu par le ministère de la Transition écologique et solidaire.

À la délivrance de l'AIAPR, l'employeur remet à son salarié, après signature, un document qui mentionne les coordonnées de l'employeur, le titulaire de l'autorisation, le domaine de compétence couvert par l'AIAPR, la pièce justificative et sa durée de validité.

La durée de validité de l'AIAPR est de 5 ans pour une attestation basée sur un questionnaire, un titre, un diplôme, un CCP, un CACES, excepté pour le CACES R372m engins de chantier pour lequel la durée est de 10 ans.

8.2 ENEDIS

**TRAVAUX A PROXIMITE DE LIGNES
CANALISATIONS ET OUVRAGES ELECTRIQUES
RECOMMANDATIONS TECHNIQUES ET DE SECURITE**

Conditions pour déterminer si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages Electriques

Pour Enedis, les travaux sont considérés à proximité d'ouvrages électriques lorsque :

- ils sont situés à moins de **3 mètres** de lignes électriques aériennes de tension inférieure à 50 000 volts ;
- ils sont situés à moins de **1,5 mètre** de lignes électriques souterraines, quelle que soit la tension.

ATTENTION

Pour la détermination des distances entre les "travaux" et l'ouvrage électrique, il doit être tenu compte :

- des mouvements, déplacements, balancements, fouettements (notamment en cas de rupture éventuelle d'un organe) ;
- des engins ou de chutes possibles des engins utilisés pour les travaux ;
- des mouvements, mêmes accidentels, des charges manipulées et de leur encombrement ;
- des mouvements, déplacements et balancements des câbles des lignes aériennes.

Principes de prévention des travaux à proximité d'ouvrages électriques

Si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages électriques, comme précisé ci-dessus, vous devez respecter les prescriptions **des articles R 4534-107 à R 4534-130 du code du travail**.

1- Compte tenu qu'Enedis est placé dans l'obligation impérieuse de limiter les mises hors tension aux cas indispensables pour assurer la continuité de l'alimentation électrique, compte tenu également du nombre important de travaux effectués à proximité des ouvrages électriques et de leur durée, votre chantier pourra se dérouler en présence de câbles sous tension. Dans ce cas, **en accord avec le chargé d'exploitation avant le début des travaux**, vous mettrez en œuvre l'une ou plusieurs des mesures de sécurité suivantes :

- avoir dégagé l'ouvrage exclusivement par sondage manuel ;
- avoir balisé la canalisation souterraine et fait surveiller le personnel par une personne compétente ;
- avoir balisé les emplacements à occuper, les itinéraires à suivre pour les engins de terrassement, de transport, de levage ou de manutention ;
- avoir délimité matériellement la zone de travail dans tous les plans par une signalisation très visible et fait surveiller le personnel par une personne compétente ;
- avoir placé des obstacles efficaces pour mettre l'installation hors d'atteinte ;
- avoir fait procéder à une isolation efficace des parties sous tension par le chargé d'exploitation ou par une entreprise qualifiée en accord avec le chargé d'exploitation ;
- avoir protégé contre le rayonnement solaire les réseaux souterrains mis à l'air libre et faire en sorte de ne pas les déplacer, ni de marcher dessus ;
- appliquer des prescriptions spécifiques données par le chargé d'exploitation.

2- Si toutefois après échange avec l'Exploitant vos travaux sont incompatibles avec le maintien sous tension des réseaux, nous procéderons à une étude complémentaire et éventuellement à la mise en œuvre de la solution trouvée (sous réserve que cela n'impacte pas le réseau et les clients). Vous devrez par ailleurs avoir obtenu du chargé d'exploitation un Certificat pour Tiers pour l'ouvrage concerné avant de débiter vos travaux.

**En cas de dommages aux ouvrages appelez le 01 76 61 47 01 et uniquement dans ce cas
NE JAMAIS APPROCHER UN OUVRAGE ENDOMMAGE**

8.3 INSTALLATION DE CHANTIER OBLIGATOIRE

INSTALLATIONS OBLIGATOIRES SUR LES CHANTIERS DU BTP

Installations		Chantiers d'un durée inférieure à 4 mois	Chantiers d'une durée égale ou supérieure à 4 mois
Vestiaire		Local vestiaire (article R4534-139 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none">- Éclairé- Convenablement aéré- Chauffé en saison froide- Équipé d'armoires individuelles (ou à défaut de patères si chantier exigu)- Nettoyé 1 fois par jour- Exempt de tout stockage de produits et matériaux- Muni de sièges en nombre suffisant <p>Si ces installations ne sont pas adaptées à la nature du chantier (ex. : chantier mobile), possibilité d'utiliser des véhicules de chantier aménagés permettant aux salariés de disposer de vestiaires, cabinets d'aisance et douches si possible (article R4534-140 du code du travail).</p> <p>(*) voir note de bas de page</p>	Vestiaire et lavabos installés dans un local spécial à proximité du passage des travailleurs (articles R4228-2, R4228-3, R4228-4 et R4228-5 du code du travail): <ul style="list-style-type: none">- Éclairé- Chauffé en saison froide- Sol et parois facilement nettoyables- Aéré conformément aux articles R4222-4, à R4222-10, R4412,149 et R.4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail- Maintenu en état constant de propreté- Installations séparées si personnel mixte- Si vestiaire et lavabos dans locaux séparés, communication entre eux sans passer par l'extérieur ni par les lieux de travail et de stockage <p><u>Vestiaire</u> (article R4228-6 du code du travail) :</p> <ul style="list-style-type: none">- Sièges en nombre suffisant- Armoires individuelles :<ul style="list-style-type: none">- ininflammables- à double compartiment- munies de serrure ou cadenas
		Lavabos ou rampes (article R4534-141 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none">- 1 orifice pour 10 travailleurs- Eau potable- Si possible à température réglable- Moyens de nettoyage- Moyens de séchage ou d'essuyage appropriés, entretenus et changés chaque fois que nécessaire	<u>Lavabos</u> (article R4228-7 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none">- 1 lavabo pour 10 travailleurs- Eau potable- Température réglable- Moyens de nettoyage- Moyens de séchage ou d'essuyage, changés ou entretenus chaque fois que nécessaire.
Douches		Obligatoires pour tous chantiers où s'effectuent des travaux insalubres ou salissants listés à l'annexe à l'arrêté du 23/07/1947 modifié (article R.4228-8 du code du travail). Ex. : travaux au jet de sable, travaux exposant aux poussières d'amiante, au plomb, etc.	
Eau pour la boisson		Mise à disposition de 3 litres par jour et par travailleur d'eau potable et fraîche pour la boisson (articles R4534-143 et R.4225-2 du code du travail)	
Cabinets d'aisance, urinoirs		Obligations identiques pour les 2 types de chantiers (articles R4228-10 à R4228-15 et R4534-144 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none">- 1 cabinet et 1 urinoir pour 20 salariés- Chasse d'eau- Éclairage- Chauffage en saison froide- Sols et parois imperméables et facilement nettoyables- Portes pleines munies d'un loquet intérieur décondamnable de l'extérieur- Évacuation des effluents conformes aux règlements sanitaires- Absence de dégagement d'odeurs et aération conforme aux articles R4222-4 à R4222-10, R4412-149 et R4412-150, R4222-11 à R4222-17, R4222-20 et R4222-21 du code du travail- 1 cabinet au moins équipé d'un point d'eau- Papier hygiénique- Installations séparées en cas de personnel mixte <p>(*) voir note de bas de page</p>	
Réfectoire		Si des travailleurs prennent leur repas sur le chantier , mise à disposition d'un local spécial (article R4534-142 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none">- Tables + chaises en nombre suffisant- Réchaud- Garde-manger- Réfrigérateur si possible- Maintien en état constant de propreté <p>(*) voir note de bas de page</p>	<u>Si moins de 25 travailleurs</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un emplacement de restauration présentant de bonnes conditions d'hygiène et sécurité, soit au minimum (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail et article R4534-142 du code du travail) : <ul style="list-style-type: none">- Tables + chaises- Réchaud- Garde-manger- Réfrigérateur si possible- Maintien en état constant de propreté <p><u>Si 25 travailleurs au moins</u> prennent leur repas sur le chantier, mise à disposition d'un local de restauration (articles R4228-22 à R4228-24 du code du travail):<ul style="list-style-type: none">- Tables + chaises en nombre suffisant- Réchaud- Réfrigérateur- 1 robinet d'eau potable, fraîche et chaude pour 10 usagers- Nettoyage du local et des équipements après chaque repas</p>
		Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
1 ^{ers} Secours	Boîte de secours	Les lieux de travail sont équipés d'un matériel de premiers secours adapté à la nature des risques et facilement accessible. Ce matériel doit faire l'objet d'une signalisation par panneaux conformes aux dispositions prévues par l'article R4224-24 du code du travail (articles R4224-14 et R4224-23 du code du travail).	
	Secouriste	Dans chaque chantier occupant vingt personnes au moins pendant plus de quinze jours où sont effectués des travaux dangereux, un membre du personnel doit avoir reçu obligatoirement l'instruction nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence (article R4224-15 du code du travail).	

(*) : pour les seuls chantiers dont la durée est inférieure à 4 mois : si la mise en place de ces installations est impossible en raison de la disposition des lieux le chef d'entreprise recherche à proximité du chantier un local ou emplacement présentant des conditions équivalentes (*article R4534-145 du code du travail*).

8.4 R477

NIVEAU N	MOYENS DE TRANSPORT ET DE MANUTENTION VERTICAUX
$1 \leq N < 3$	Monte-matériaux à plateforme accessible* Plate-forme de transport*
$3 \leq N < 5$	Monte-matériaux à plateforme accessible* Plate-forme de transport*
$5 \leq N < 7$	Plate-forme de transport* Ascenseur de chantier
$N \geq 7$	Ascenseur de chantier

** En phase gros œuvre la grue à tour et les recettes à matériaux peuvent assurer la fonction de monte-matériaux ou de plate-forme de transport sous réserve que l'utilisation soit organisée pour toutes les entreprises du chantier.*

Définitions relatives au tableau

N = nombre d'étages calculé à partir d'un niveau de référence considéré comme étant le niveau carrossable d'accès à l'ouvrage. Le calcul est à effectuer depuis le niveau de référence d'une part en montant vers la partie supérieure de l'ouvrage et d'autre part en descendant vers sa partie inférieure.

Nota 1 : À niveau de mécanisation et de sécurité équivalent d'autres équipements peuvent être envisagés.

Nota 2 : Pour les ouvrages atypiques, chaque fraction de 2,70 mètres de hauteur sera considérée comme un étage.

8.5 PIC PRO

CONSTRUCTION D'UNE ANTENNE MEDICALE - 3EME RIMA
QUARTIER FOCH DELESTRAINT - VANNES - 56

PLAN OTEIS

Maitre d'Ouvrage :

Etablissement du SID de Rennes

Quartier Marquerite - BP 14
35998 RENNES CEDEX 9
Mail : pascal.saint-ange@intradef.gouv.fr
HYPERLINK
"mailto:pascal.saint-ange@intradef.gouv.fr"

AMO RT:

Aunea Ingénierie

5 Rue du Tertre
44 470 CARQUEFOU

Bureau de contrôle :

APAVE

Place Albert Einstein
56000 VANNES

CSPS:

Qualiconsult

Rue de la Terre Victoria - Bât H
35 760 SAINT-GREGOIRE

Groupement de Maitrise d'Oeuvre :

Architectes DPLG :

ARS Architectes
Urbanistes

8, rue Linné - 44 100 NANTES
Tél. : 02.40.20.25.25
Mail : ars@rocheteau-saillard.com

BET TCE :

OTEIS Nantes

Armor Plaza - Bat A
9 Impasse Claude Nougaro
44 800 SAINT-HERBLAIN
Tél : 02 51 77 56 40

"mailto:florian.lambert@oteis.fr"

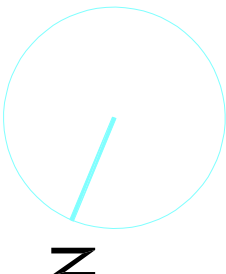
BET Acoustique :

Acoustibel

22 Rue de Turgé
35 310 CHAVAGNE
Tél : 02 99 64 30 28
rennes@acoustibel.fr
"mailto:mlc@acoustibel.fr"

MODIFICATIONS

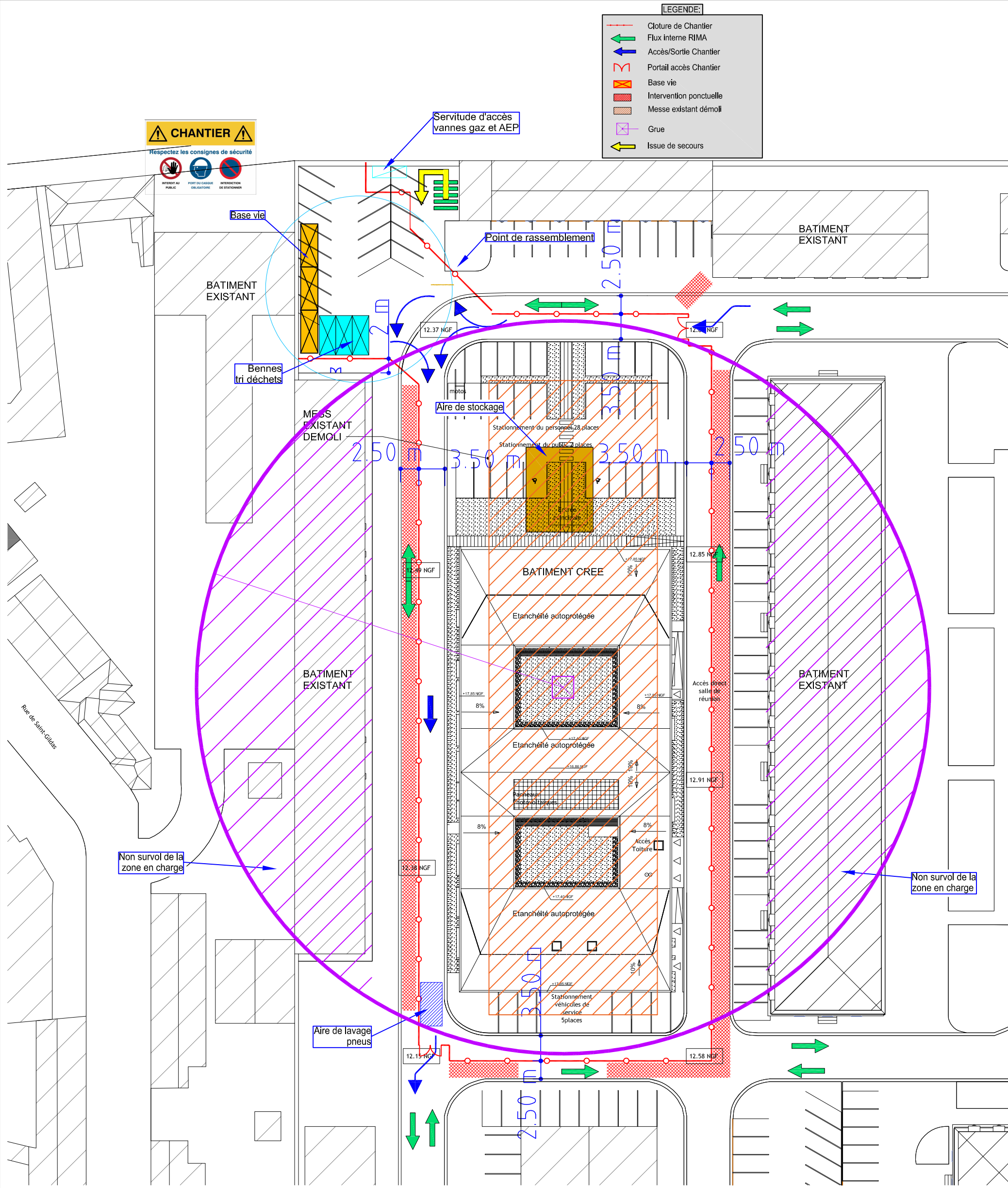
PRO



PLAN D'INSTALLATION
DE CHANTIER

Echelle : 1/500
Date : Février 2023

PIC 01



8.6 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: VANNES
RUE :QUARTIER FOCH DELESTRAINT 3EME RIMA

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 02.99.23.94.94 .

Rue de la Terre Victoria - Bâtiment H, CS 76827 - Parc d'Affaires Edonia - 35768 SAINT GREGOIRE
CEDEX

Tél : 02.99.23.94.94 - Fax : 02.99.23.14.25 - Courriel : rennes.qcs@qualiconsult.fr